



Paris vit un quatrième samedi noir

Page 3

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 4647 - Dimanche 9 décembre 2018 - Prix : 10 DA

Morts noyés au large de Cagliari Rapatriement demain des dépouilles de deux Algériens

Page 24

Préparation de la prochaine saison estivale à Béjaïa

Les maires invités à exprimer leurs besoins

Page 4

Ces gros rats qui déjà quittent le navire Amérique

Par Mohamed Habili

Jusque-là en tout cas, rien n'y a fait, ni la hausse des tarifs douaniers sur l'acier et l'aluminium, ni la guerre commerciale avec la Chine, ni les retraits des accords de libre-échange, ni la baisse des impôts sur les sociétés, ce cadeau fiscal aux plus riches : la renaissance industrielle voulue par l'administration Trump n'est toujours pas au rendez-vous deux ans après l'arrivée au pouvoir de son champion. Plus significatif encore, non seulement on n'en voit pas les prémises, mais les mesures prises en sa faveur se sont surtout traduites par un effet contraire à celui recherché. Ainsi en est-il de la décision prise par Harley-Davidson, le célèbre fabricant de motos, il y a quelques mois déjà, de délocaliser une partie de sa production en Europe, pour éviter d'être pénalisé par la hausse des tarifs sur ses produits décrétée par les Européens en représailles à la hausse des tarifs américains sur leur acier et aluminium. Ainsi en est-il surtout de l'annonce toute récente de la fermeture par General Motors, qui pourtant a bien profité de la baisse des impôts, de délocaliser pas moins de cinq de ses usines implantées aux Etats-Unis, ce qui du même coup va priver de leur emploi 15 mille travailleurs américains. Donald Trump s'en est pris aux deux fabricants en des termes qui laissent penser qu'ils auraient bientôt à le regretter.

Suite en page 3

Pour baisser la production de pétrole

L'Opep parvient à un accord au forceps



PH.V.D. R.

Un accord difficile a été trouvé à Vienne, en Autriche, au siège de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep). Après deux jours de réunion, les pays membres du cartel, emmenés de facto par l'Arabie saoudite et les pays partenaires par la Russie, se sont entendus sur une baisse de production de 1,2 million de barils de pétrole par jour.

Lire page 2

Béatification des 19 religieux : la France est «reconnaissante» à l'Algérie

Page 2

Festival du théâtre comique de Médéa La pièce de théâtre «Brossi» décroche la «Grappe d'Or»

Page 13

Pour baisser la production de pétrole

L'Opep parvient à un accord au forceps

■ Un accord difficile a été trouvé à Vienne, en Autriche, au siège de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep). Après deux jours de réunion, les pays membres du cartel, emmenés de facto par l'Arabie saoudite et les pays partenaires par la Russie, se sont entendus sur une baisse de production de 1,2 million de barils de pétrole par jour.

Par Meriem Benchaouia

Une décision très attendue qui doit permettre d'enrayer la baisse des cours du pétrole qui ont chuté de 30% depuis octobre. Une décision qui est l'aboutissement de discussions fastidieuses. En effet, les pays Opep et non Opep participants à la Déclaration de coopération, dont la Russie, ont annoncé vendredi une baisse commune de leur production de 1,2 million de barils par jour dans l'espoir de redresser les cours. Cet objectif, attendu fébrilement par les marchés, sera réparti à hauteur de 800 000 barils quotidiens pour les quatorze pays de l'Opep et de 400 000 pour ses dix partenaires dont la Russie, a précisé l'organisation lors d'une conférence de presse qui s'est tenue à son siège de Vienne. La réduction, correspondant à un peu plus de 1% de la production mondiale, est destinée à enrayer la chute des cours, qui ont dévisé de 30% en deux mois dans un contexte de surproduction chronique. L'accord conclu vendredi «devrait aider le marché à atteindre un équilibre plus tôt», a salué le ministre russe de l'Energie, Alexandre Novak, dont le pays est le deuxième producteur mondial, reconnaissant que les discussions avaient été «complexes». Il aura fallu deux jours aux différents poids lourds pour accorder leurs violons au sein de cette alliance nouée en 2016 entre l'Opep et dix autres producteurs, dont la Russie qui est de loin le plus important. Une première journée de réunions,

jeudi, s'était terminée sans annonce. Les pourparlers butaient sur la répartition des quotas de baisse, les producteurs ayant tous des raisons, plus ou moins officielles, d'attendre des efforts de leurs partenaires. Alors que le président américain Donald Trump avait exigé mercredi de l'Opep, qui pompe le tiers du brut mondial, qu'elle maintienne sa production à un niveau élevé, le ministre saoudien de l'Energie, Khaled al-Faleh, a répondu que Washington «n'était pas en position» de lui dicter sa conduite. Tenant d'une ligne dure et rival géopolitique du royaume, l'Iran demandait à être exempté de toute baisse pour épargner son secteur pétrolier déjà affecté par les sanctions des Etats-Unis. Téhéran a annoncé vendredi avoir obtenu satisfaction. Les prix du Brent, qui étaient passés sous les 60 dollars alors que les tensions entre Russie, Arabie saoudite et Iran paraissaient inextricables vendredi matin, avaient bondi de plus de 3 dollars quand de premières informations avaient fait état dans l'après-midi d'un accord du groupe de producteurs. La baisse de production de 1,2 million de barils par jour (mbj) pourrait toutefois ne pas être suffisante pour éliminer la surabondance de pétrole sur le marché, selon certains analystes. «Une réduction de 1,5 mbj était nécessaire pour éviter une surproduction au premier semestre 2019. En conséquence, les prix devraient plutôt rester orientés à la baisse dans les mois à venir malgré la



réaction spasmodique d'aujourd'hui sur le marché», a prévenu un analyste. En juin, les producteurs avaient assoupli leur discipline avec pour objectif de permettre à la Russie et à l'Arabie saoudite d'extraire davantage pour compenser les pertes prélevées de barils iraniens en raison du rétablissement des sanctions américaines liées au dossier nucléaire. Mais les exemptions temporaires accordées au dernier moment par les Etats-Unis à huit pays importateurs, à des niveaux plus élevés que ne l'attendait le marché, ont contribué au plongeon des prix de ces deux derniers mois, effaçant les gains engrangés depuis début 2017. Pour rappel, l'Opep et d'autres producteurs non membres, dont la Russie, étaient liés depuis décembre 2016 par

un accord de réduction de la production de l'or noir de 1,8 mbj sur une période de six mois à partir du 1^{er} janvier 2017, dans une première phase. L'Opep avait ainsi accepté, pour la première fois depuis 2008, de réduire sa production quotidienne de pétrole de 1,2 mbj tandis que 11 pays producteurs non membres de cette organisation avaient accepté de réduire leur production totale de 600 000 b/j. Les 11 pays producteurs de pétrole non Opep concernés par cet accord sont l'Azerbaïdjan, Brunei, Bahreïn, la Guinée équatoriale, le Kazakhstan, la Malaisie, le Mexique, Oman, la Russie, le Soudan et Sud-Soudan. Cet accord Opep-non Opep a été prolongé jusqu'à fin 2018 lors de la réunion de l'Organisation en novembre 2017.

Les cours remontent

Les cours du pétrole ont terminé en nette hausse vendredi, alors que les membres de l'Opep et leurs alliés sont parvenus à se mettre d'accord pour baisser leur production commune et tenter ainsi de redresser les prix de l'or noir. Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en février a pris 1,61 dollar, ou 2,68%, pour clôturer à 61,67 dollars. Le WTI américain pour livraison en janvier s'est apprécié pour sa part de 1,12 dollar ou 2,18% pour finir à 52,61 dollars. Les prix de l'or noir ont gagné jusqu'à 6% pour le Brent et 5% pour le WTI quand sont apparues les premières informations confirmant que les représentants de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) et de leurs partenaires, menés par la Russie, avaient fini par trouver un compromis.

Guitouni élu vice-président de l'Opep à compter du 1^{er} janvier

La Conférence de l'Opep a été à l'unanimité à Vienne le ministre de l'Energie, Mustapha Guitouni, au poste de vice-président de cette organisation à compter du 1^{er} janvier 2019, a indiqué le ministère dans un communiqué. La Conférence de l'Opep a également élu à l'unanimité vendredi, au siège de l'Opep, le ministre vénézuélien du Pétrole, Manuel Salvador Quevedo Fernandez, au poste de président de cette organisation à compter du 1^{er} Janvier 2019, a ajouté la même source.

M. B.

Le cardinal Giovanni Angelo Becciu à Oran

L'envoyé du pape François visite la mosquée-pôle Abdelhamid Benbadis



L'envoyé du pape François, le cardinal Giovanni Angelo Becciu, préfet de la Congrégation des causes des saints, a visité hier, en compagnie du ministre des Affaires Religieuses et des Waqfs, Mohamed Aïssa, la mosquée-pôle Abdelhamid Benbadis d'Oran. Le cardinal Giovanni Angelo Becciu a visité les différentes parties de cet édifice et

lieu de culte. Il a suivi avec attention une séance de lecture des versets du Saint Livre animée par les élèves de l'école coranique de la mosquée. Cheikh Mohamed Bendjaber, imam de ce lieu de culte, a également présenté à l'envoyé du souverain pontife les différentes activités qu'abrite la mosquée en tant que pôle de rayonnement culturel et culturel. Le cardinal Giovanni

Angelo Becciu s'est également entretenu avec plusieurs personnes présentes sur place, dont la fille d'un imam tué lors de la décennie noire. A cette occasion, l'envoyé du pape François a exprimé ses remerciements à l'Etat algérien, à sa tête le président de la République, Abdelaziz Bouteflika, pour la collaboration dans l'organisation de la cérémonie de béatification des 19 religieux chrétiens, tués lors de la décennie noire. «C'est un moment fort de l'histoire de notre fraternité et amitié», a-t-il souligné. De son côté, Mohamed Aïssa a estimé que cet événement, prévu dans l'après-midi à la chapelle de Santa Cruz, est «un message de paix qui s'inscrit dans le cadre de la réconciliation nationale». Arrivé vendredi après-midi à Oran, le représentant du souverain pontife a assisté à la cérémonie de réouverture de la chapelle de Santa Cruz, présidée par le ministre des Affaires religieuses et des Wakfs.

La réouverture de cette église intervient après une opération de restauration et de réhabilitation à laquelle a contribué l'Etat algérien. La délégation a procédé

aussi à la bénédiction de l'esplanade de cette église au nom de «la Place du vivre ensemble en paix», a-t-on rappelé.

Hani Y./APS

Béatification des 19 religieux : la France est «reconnaisante» à l'Algérie

LA FRANCE est «reconnaisante» à l'Algérie pour avoir accueilli la cérémonie de béatification des 19 religieux de l'Eglise catholique d'Algérie victimes du terrorisme, a indiqué le Quai d'Orsay. «La France est reconnaissante à l'Algérie d'accueillir cette cérémonie de béatification qui sera l'occasion de célébrer le message de paix, de fraternité et de tolérance que continuent de nous inspirer l'engagement et le sacrifice de ces hommes et de ces femmes», a précisé vendredi la porte-parole du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, Agnès von der Muhll. La France, poursuit la porte-parole, «rend hommage à la nation algérienne qui a su s'engager sur le chemin de la paix et de la réconciliation nationale», soulignant que c'est la raison pour laquelle le secrétaire d'Etat auprès du MAE, Jean-Baptiste Lemoyne, participe également ce samedi à la Grande mosquée Ibn Badis, à l'hommage qui sera rendu aux 114 imams algériens assassinés par des groupes terroristes durant la décennie noire. Parmi les 19 religieux, quinze sont d'origine française. Tous ont été tués par des groupes terroristes de 1994 à 1996. Parmi eux figurent les sept moines de Tibherine (Médéa) assassinés par des membres du GIA, rappelés-on.

O. N.

Les gilets jaunes maintiennent la pression

Paris vit un quatrième samedi noir

■ Pour le quatrième samedi consécutif, des milliers de gilets jaunes se sont mobilisés à Paris mais aussi partout en France. Faisant la sourde oreille face aux appels au calme du gouvernement, les manifestants demandent, cette fois-ci, bien plus que l'annulation de la hausse des taxes sur le carburant.

Par Tinhinène Khouchi

En cette période, la France se transforme chaque année en destination de fête, de tourisme, de rêve. Mais cette année les gilets jaunes ont décidé de montrer une autre image au monde. Celle d'une France qui souffre en silence et d'une classe moyenne qui n'arrive pas à joindre les deux bouts. En effet, hier encore pour le quatrième samedi de suite, des centaines de gilets jaunes venus des quatre coins du pays pour exprimer leur mécontentement et réaffirmer leur refus de la hausse des taxes sur le carburant mais surtout réclamer la justice sociale, l'égalité et vivre dignement, ont décidé de maintenir la pression sur leur gouvernement. La capitale a donc revécu un week-end perturbé et a été témoin de plusieurs scènes de violence. Car pour la première fois depuis des décennies, des véhicules blindés ont été dans les rues, 89 000 policiers et gendarmes ont été mobilisés dont 8 000 à Paris. A la mi-journée déjà, plus de 700 interpellations ont été enregistrées et pas moins de 350 personnes placées en garde à vue à Paris. Dans l'après-midi, la tension est montée d'un cran entre les policiers qui cherchaient à interpellier le plus grand nombre de manifestants violents et ces derniers qui voulaient les affronter et engendrer le plus de dégâts possibles. Lancé au départ pour protester contre la hausse des prix des carburants, le mouvement des gilets jaunes qui rassemble des

profils divers, des Français de tous bords politiques et de tous âges dans toute la France, a agrégé de nombreuses revendications. On trouve, dans un communiqué listant leurs demandes, des propositions sur de nombreux domaines, du prix des péages en passant par l'éducation, les salaires, ou encore les droits de succession. On peut citer : même système de sécurité sociale pour tous y compris artisans et auto-entrepreneurs, fin du RSI. Le système de retraite doit demeurer solidaire donc socialisé «pas de retraite à points». Ou encore, fin de la hausse des taxes sur le carburant. Pas de retraite en-dessous de 1 200 euros. Les salaires de tous les Français ainsi que les retraites et les allocations doivent être indexés à l'inflation. Fin du travail détaché car il est anormal qu'une personne qui travaille sur le territoire français ne bénéficie pas du même salaire et des mêmes droits. Toute personne étant autorisée à travailler sur le territoire français doit être à égalité avec un citoyen français et son employeur doit cotiser à la même hauteur qu'un employeur français. Pour la sécurité de l'emploi, les manifestants appellent à limiter davantage le nombre de CDD pour les grosses entreprises et veulent plus de CDI. Fin des indemnités présidentielles à vie. Pas de prélèvement à la source et, enfin, les gilets jaunes revendiquent la démission du président Emmanuel Macron.



Les pays européens alertent leurs ressortissants

Plusieurs pays européens avaient conseillé la prudence à leurs ressortissants de crainte de nouvelles violences à Paris. La République tchèque avait demandé à ses citoyens de «ne voyager à Paris que si c'est absolument nécessaire» et le Portugal d'«éviter les déplacements inutiles à Paris durant les manifestations». A Bruxelles, le ministère des Affaires étrangères a recommandé sur son site internet aux Belges de «reporter leur séjour». Ceux qui ne pourraient pas le faire sont exhortés à prendre des «mesures de précaution», en particulier à se tenir éloignés des «lieux symboliques» et des «zones touristiques». La Belgique, de son côté, déconseille à ses ressortissants

d'aller en voiture dans le centre de la capitale française où «beaucoup de feux de signalisation sont endommagés», ce qui occasionne «parfois une circulation chaotique». Les autorités espagnoles, allemandes et italiennes ont exigé également la prudence en appelant leurs citoyens à éviter les zones des manifestations, de suivre les instructions des autorités locales et si possible de limiter les sorties. «En particulier à Paris, il est conseillé d'éviter de se rendre dans le centre-ville», a indiqué le ministère italien des Affaires étrangères. De même, les voyageurs turcs se rendant en France sont exhortés depuis le 2 décembre à «se tenir éloignés» des lieux où se déroulent les manifestations et à rester à bonne distance des endroits pouvant s'avérer dangereux, «surtout à Paris». T. K.

«Gilets jaunes» en Belgique

70 arrestations à Bruxelles, le quartier européen bouclé

Près de 70 personnes ont été arrêtées hier en amont d'une manifestation de «gilets jaunes» dénonçant la cherté de la vie et les taxes sur la consommation, à Bruxelles, où le quartier des institutions européennes a été entièrement bouclé, rapportent les médias citant la police locale. «On compte environ 70 arrestations suite aux contrôles qu'on fait de manière préventive», a indi-

qué Ilse Van De Keere, porte-parole de la zone Bruxelles-Capitale-Ixelles. «Des barrages de police étaient déployés autour du quartier européen où se concentrent les institutions européennes (Commission, Conseil et Parlement européens), empêchant l'accès des véhicules, mais aussi des piétons», a-t-on constaté. «Un barrage a également été mis en place tôt ce matin sur la

E40, au niveau de la frontière franco-belge, à hauteur d'Adinkerque (nord)», selon l'agence Belga, qui ajoute que «des gilets jaunes bloquent par ailleurs l'autoroute E17 vers Rekkem, une ville de Flandre occidentale, située près de la frontière avec la France». Quelques dizaines de personnes étaient rassemblées en fin de matinée dans deux endroits de la capitale belge - Arts-Lois et Porte

de Namur - mais aucune violence n'avait été constatée. Le mouvement des «gilets jaunes», apparu en France, s'est exporté en Belgique, en particulier dans la région francophone de Wallonie. Le 30 novembre, une manifestation de 300 personnes avait dégénéré à Bruxelles où deux véhicules de police avaient été incendiés.

O. N.

Défense des droits de l'homme

Hadj Djilani met en exergue le combat permanent de Hocine Aït Ahmed

Le premier secrétaire du Front des forces socialistes (FFS), Hadj Djilani Mohamed, a mis en exergue, hier à Alger, le combat permanent de feu Hocine Aït Ahmed en faveur de la défense de la démocratie et des droits de l'homme. Intervenant lors d'une rencontre au siège du parti à l'occasion de la célébration du 70^e anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme, Hadj Djilani a soutenu que «feu Hocine Aït Ahmed est un homme qui a consacré sa vie et

son parcours pour la défense de la démocratie et des droits de l'homme». S'agissant de l'élection présidentielle, le responsable du FFS a relevé que «c'est le conseil national du parti qui aura à trancher sur cette question», précisant cependant que «le climat politique ne nous laisse pas parler de la présidentielle, mais plutôt des combats politiques sur le terrain, notamment des associations dont le FFS partage les luttes». Evoquant la loi de finances 2019, l'orateur a indiqué que celle-ci

était une «loi antisociale creusant le fossé entre avec le citoyen», ajoutant que les mesures introduites «sous prétexte de l'austérité, ont enflammé le front social et généralisé le mouvement de contestation». Pour sa part, le coordinateur de l'Instance présidentielle du FFS, Ali Laskri, a indiqué que «chaque génération devait apporter sa part dans l'édification d'une conscience et d'une identité nationale», relevant qu'ils «sont nombreux ces hommes et ces femmes (...) qui

donnent non seulement envie mais la force de lutter encore davantage pour la concrétisation des idéaux de novembre et de la Soummam pour un Etat de droit et de justice sociale». Pour M. Laskri, il est essentiel de rappeler aux Algériens «combien ont été dures les épreuves traversées et combien armés de convictions politiques claires et d'une foi inébranlable dans l'esprit de résistance, des hommes portés par un peuple, un peuple ayant confiance en ses hommes, ont pu

LA QUESTION DU JOUR

Ces gros rats qui déjà quittent le navire Amérique

Suite de la page une

On croit deviner ce qu'il pourrait leur faire : appliquer sur leurs produits fabriqués à l'étranger des tarifs douaniers spéciaux. Or cette mesure de rétorsion nécessite pour sa mise en œuvre l'abrogation de la loi sur les délocalisations, qui exonère de droits douaniers les produits américains fabriqués à l'étranger, ce qui soi-disant en passant est pure aberration. Il se trouve que cette abrogation est l'une des promesses de campagne de Donald Trump. On le connaît suffisamment maintenant pour savoir qu'il met un point d'honneur à tenir ses promesses. Le problème, c'est que les républicains ne contrôlent plus la Chambre des représentants depuis les élections de mi-mandat de novembre dernier. La majorité démocrate n'étant pas là pour lui faciliter la tâche mais au contraire pour la lui compliquer autant que possible, il aurait du mal à obtenir une abrogation sans laquelle les exemples de Harley-Davidson et de General Motors pourraient être suivis par d'autres délocalisations. Peut-être même, si on n'y prend pas garde, par un sauve-qui-peut général. On voit mal en tout cas comment dissuader d'autres entreprises de délocaliser sans que cela ne soit pénalisant pour elles. La réélection de Donald Trump en 2020 en dépendra dans une large mesure. Quel intérêt en effet de faire dans le protectionnisme, en premier lieu pour garder les emplois dans le pays, si dans le même temps les entreprises, qui elles sont mues par le seul profit, continuent d'opter pour la délocalisation de tout ou partie de leur activité ? Le patriotisme économique, l'autre nom du protectionnisme, n'est praticable que dans la mesure où les délocalisations réduisent ce profit au lieu de l'augmenter, ce qui est encore le cas actuellement. Harley-Davidson et General Motors, deux entreprises américaines emblématiques, ont choisi de passer de l'autre côté du mur que l'administration américaine projette de dresser autour du marché américain en vue de le protéger. On dirait à titre préventif, pour ne pas courir le risque de se trouver prisonniers plus tard dans leur propre pays. Il ne s'agit pas ici d'évasion fiscale, mais d'évasion tout court. D'évasion corps et biens.

M. H.

vaincre l'abjecte de la barbarie coloniale». L'avocat Mustapha Bouchachi a rappelé, quant à lui, le combat pluriel du regretté Hocine Aït Ahmed, notamment en faveur de l'instauration d'un Etat de droit, estimant qu'il était impossible et inconcevable de dissocier entre les droits de l'homme et la démocratie.

O. N.

Préparation de la prochaine saison estivale à Béjaïa

Les maires invités à exprimer leurs besoins

■ La préparation de la prochaine saison estivale par l'amélioration des conditions d'accueil des estivants et la protection du littoral et de l'environnement étaient l'objet des dernières sorties effectuées mercredi et jeudi par le wali au niveau du littoral Ouest et Est de la wilaya.

Par Hocine Cherfa

Ainsi, les constructions illicites sur le littoral Ouest sont revenues au-devant de l'actualité, avec les nouvelles instructions du chef de l'exécutif afin de nettoyer la côte Ouest de ce phénomène qui ternit l'image de cette région très prisée durant toute l'année par son merveilleux paysage vierge constitué de plages et de montagnes verdoyantes. Des instructions ont été données aux différents services de l'Etat, dont les maires et les chefs de daïra, afin d'appliquer la loi dans toute sa rigueur concernant la démolition des constructions et baraques illicites. Il dira : «La loi est claire au sujet des constructions illicites sur les domaines privés de l'Etat», invitant les services de l'Etat à «intervenir afin de mettre un terme à l'anarchie».



Selon lui, «avec cette méthode nous n'aurons même plus de plage à l'avenir». Aggression de la nature par le défrichement des terrains et la coupe de bois, extraction illicite de sable au niveau des plages, construction illicite de baraques et de bungalows, déversement d'ordures un peu partout sur les accotements des routes notamment la RN 24 sont, entre autres, des phénomènes à éradiquer. Le wali a annoncé également, au cours de sa sortie, le réaménagement de la RN 24 qui n'est pas carrossable. Aussi, de cette visite d'inspection des plages on retiendra les instructions données aux directeurs de l'exécutif afin d'assurer des prestations de qualité en faveur du citoyen lors de la saison estivale 2019». Il a

instruit le chef de daïra de Souk El-Tennine ainsi que le président de l'APC de Melbou d'«organiser quotidiennement des opérations de nettoyage et procéder à l'installation des poubelles au niveau des plages et en ville dans le cadre de la préparation de la saison estivale 2019». Pour M. Maâbed, «la préparation de la saison estivale 2019 doit être entamée dès à présent». Il a, à ce propos, demandé aux présidents des APC d'exprimer leurs besoins rapidement pour lancer les travaux. Il a demandé particulièrement au président de l'APC de Melbou de «préparer des fiches techniques sur les besoins de sa commune afin de combler les insuffisances et améliorer les conditions d'accueil des estivants». «Les plages autorisées à

la baignade doivent obligatoirement disposer d'une ou plusieurs aires de stationnement, aménagées conformément aux normes requises, le parking sera gardé et surveillé par des jeunes recrutés soit par la commune ou par la direction de l'action sociale, qui doit privilégier les handicapés de la localité concernée», a souligné la cellule de communications de la wilaya. Et d'ajouter : «Les communes peuvent autoriser toute activité liée à la promotion et à la vente des produits artisanaux devant contribuer au renforcement des actions d'animation, durant la saison estivale, dans le strict respect des lois». S'agissant de l'entretien des plages, celui-ci «doit être au quotidien», a insisté le premier responsable de la wilaya, ceci par

«l'enlèvement de tous types de déchets et autres matières nuisibles au bon usage de la plage et pouvant constituer un danger pour les baigneurs». Il a mis l'accent sur deux importants volets, sans pour autant occulter les actions quotidiennes et ponctuelles, la dépollution du littoral et le développement environnemental. Concernant le volet sécuritaire, il assuré que «les services de la Sécurité nationale, de la Protection civile et de la Gendarmerie nationale se déploieront comme d'habitude au niveau des plages, en vue de garantir la sécurité des estivants, durant cette saison». Les P/APC ont été invités à réaliser des cabines à cet effet.

H. C.

Transport de marchandises

Zaalane : vers une forte baisse du coût de la logistique à l'horizon 2025

Le coût de la logistique de transport de marchandises en Algérie devrait connaître une forte baisse d'ici à 2025 dans le but de réduire le coût final des produits, a indiqué, hier à Alger, le ministre des Travaux publics et des Transports, Abdelghani Zaalane. Le coût de la logistique de transport des marchandises devrait représenter 15% du prix d'un produit d'ici à 2025 contre 35% actuellement, a avancé le ministre lors du symposium international sur la trans-logistique le transit et l'entreposage des marchandises (SITTEM). A ce propos, il a fait valoir que l'ambition du pays est l'intégration des services logistiques

dans l'économie nationale pour parvenir à la réduction des coûts de transport de marchandises et, ainsi, hisser le niveau concurrentiel des opérateurs économiques. Dans ce sens, il a rappelé l'existence d'un plan d'orientation dédié aux bases logistiques, fixant de manière précise le type et le lieu de disposition des bases logistiques et prenant en compte le type d'activités économiques et de services sur l'ensemble du territoire national. Dans le cadre de ce plan, des «directives strictes» ont été données pour intégrer l'activité logistique dans la planification des projets de développement afin de les relier au réseau

ferré, aux autoroutes, à l'autoroute Est-Ouest, aux ports et aux aéroports, a-t-il expliqué. L'objectif est de faciliter le transport de marchandises à travers la réduction des délais et donc du coût du transport, ce qui se répercutera sur le coût final des marchandises commercialisées. Dans ce cadre, le ministre a affirmé que le port Centre d'El Hamdania (Cherchell), dont la livraison est prévue pour mars 2019, sera soutenu à travers l'intégration à cette structure portuaire d'une base logistique et de trois zones industrielles de grande superficie, lesquelles seront reliées directement au réseau ferré, à l'autoroute Est-

Ouest et à la Route nationale 1 (RN 1). Selon M. Zaalane, plusieurs bases logistiques seront également réalisées sur l'autoroute Est-Ouest en fonction des besoins des opérateurs économiques. Par ailleurs, il a réaffirmé l'importance du Groupe public de transport de marchandises et logistique (Logitrans) dans le cadre des objectifs de développement de la logistique en Algérie. Il a alors précisé que le plan de développement de Logitrans sera soutenu à travers la réalisation de plusieurs bases logistiques au nord du pays, notamment dans les wilayas d'Alger, Sétif, Bordj Bou Arréridj et Oran. Une autre base sera également installée à Tamanrasset pour faciliter les échanges commerciaux avec les pays du Sahel. De plus, une base logistique est prévue à Tindouf pour hisser la place commerciale de l'Algérie en Mauritanie, au Sénégal et dans le reste de l'Afrique. Concernant ce symposium international sur la trans-logistique le transit et l'entreposage des marchandises (SITTEM), M. Zaalane a estimé que cet événement, à l'instar du Salon international des travaux publics et du Salon de transport

et de la logistique d'Alger, ont marqué l'importance de ce secteur dans le développement multi-sectoriel. Pour Zaalane, il est convenu qu'au niveau international, la logistique représente un secteur sensible et vital dans la vie économique et sociale de chaque pays. D'où la nécessité, selon lui, de fournir de plus grands efforts pour multiplier le nombre de bases logistiques et l'encadrement de cette activité qui nécessite la coordination entre les différents secteurs. Le SITTEM tient son édition 2018 pour la troisième année consécutive les 8 et 9 décembre en cours à Alger sous le thème «SITTEM la Chine». Cette thématique s'inscrit, selon les organisateurs, dans le cadre de la commémoration du 60^e anniversaire de l'établissement des relations diplomatiques entre l'Algérie et la Chine. Ce thème vient également mettre en avant la participation de l'Algérie au projet chinois de la «Route de la soie», une initiative commerciale de la Chine pour le soutien de ses partenaires commerciaux à travers l'investissement économique.

Tahar F./APS

Mouvement Ennahda

Yazid Benaïcha remplace Mohamed Douibi à la tête du parti

YAZID BENAÏCHA a été élu, vendredi à Alger, secrétaire général du mouvement Ennahda en remplacement de Mohamed Douibi, lors d'une session constitutive du Conseil consultatif (Majlis Echoura) du mouvement. Yazid Benaïcha a obtenu 108 voix sur les 136 membres du conseil consultatif. Dans son allocution, le nouveau SG du mouvement Ennahda a mis l'accent sur l'impératif de «préserver la cohésion du mouvement», qui détient, a-t-il dit, «des propositions et des projets». M. Benaïcha s'est engagé à «élargir la base militante du mouvement et à resserrer les rangs, tout en réhabilitant la formation politique et en veillant à participer aux différentes échéances électorales». Il a appelé, dans ce contexte, à «ouvrir des espaces de dialogue et à créer des conseils spécialisés, tout en tirant profit des compétences et capacités des partis». A noter que les travaux de cette session ont vu l'adoption de la composante des membres du nouveau conseil consultatif issu du 6^e congrès du mouvement et l'élection de Tahar Habchi à la tête du conseil.

Hani Y.

Céréales

Vers une production de 90 millions de quintaux à l'exercice 2018/2019

■ Le ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche œuvre à augmenter la production céréalière à 90 millions de quintaux au niveau national lors de la saison agricole actuelle, a indiqué, à Tiaret, le secrétaire général au ministère, Kamel Chadi.

Par Amel B.

P.H.D. R.

A l'ouverture d'une rencontre régionale d'évaluation de la campagne labours-semailles, M. Chadi a souligné que le ministère œuvre à doubler la production céréalière ou au moins atteindre une production de 90 millions qx en cas de conditions climatiques similaires à la saison écoulée, faisant savoir que toutes les mesures ont été prises en vue d'améliorer la production dont la fourniture de semences, d'engrais et la mobilisation de différents moyens de soutien. Le même responsable a signalé, dans ce sens, la disponibilité de plus de 2,5 millions de quintaux d'engrais, exhortant les responsables au niveau des directions des services agricoles à sensibiliser les agriculteurs à l'importance de suivre le processus technique de la céréaliculture qui a un grand rôle dans l'augmentation de la production et de respecter les consignes des cadres des instituts et centres nationaux spécialisés en matière d'utilisation des engrais, l'irrigation d'appoint et de désherbage, entre autres. Le secrétaire général du ministère a insisté sur la mobilisation des acteurs du domaine agricole pour apporter un soutien matériel et moral à l'agriculteur, rappelant que le ministère tend à l'extension des terres irriguées de 263 000 à 600 000 ha et l'exploitation de 125 000 ha de terres en jachère pour la culture de légumineuses.



L'exploitation de ces terres pour la production de lentilles et de pois chiches à court terme peut assurer à l'Algérie une autosuffisance à moyen terme, surtout que les céréales et légumes sont importants dans le régime alimentaire algérien et par conséquent réduire la facture d'importation de ces produits, a-t-il indiqué. Il a également affirmé que le ministère accorde une importance à cette filière en réservant 3,5

millions ha pour la céréaliculture dont 1,3 million ha ont été cultivés à ce jour et que cette superficie est extensible après les mesures de récupération du foncier agricole ayant touché 300 000 ha. Au passage, Kamel Chadi a rappelé la politique de l'Etat dans le domaine de l'investissement agricole, la mise en valeur des terres qui concernent 600 000 ha s'ajoutant à 1,2 million ha dont 200 000 ha ont vu

les projets d'investissement lancés. Dans une déclaration à la presse, le même responsable a évoqué un partenariat entre acteurs du secteur public et privé pour réhabiliter 17 fermes en situation catastrophique dont on attend les résultats dans les prochaines années. S'agissant du foncier agricole, il a indiqué que le ministère a pris des mesures pour régulariser la situation du foncier en l'accordant à celui qui

a fait ses preuves dans le travail de la terre et autres de reconversion de droit de jouissance en concession dont le taux d'avancement de l'opération a dépassé les 95%. Pour sa part, le wali de Tiaret, Abdeslam Bentouati, a annoncé la signature, mercredi, de 36 décisions d'investissement dans des périmètres agricoles en accordant la priorité aux citoyens locaux qui ont prouvé leur travail de la terre pour de longues années. Les travaux de cette rencontre régionale, organisée par le ministère du secteur, se sont poursuivis à huis clos après la cérémonie d'ouverture. Ils regroupent les directeurs centraux, le président de la Chambre nationale d'agriculture, les présidents de conseils professionnels nationaux et les directeurs des services agricoles (DSA) et des coopératives de céréales et légume secs (CCLS) et les secrétaires généraux de chambres agricoles de 21 wilayas de l'Ouest du pays, ainsi que des représentants de la Banque agricole de développement rural (BADR) et de la Caisse nationale de mutualité agricole (CNMA). En marge de cette rencontre, la deuxième du genre après celle tenue à Constantine, des expositions sont organisées sur le Centre national de certification et de contrôle des semences et plants, l'Institut technologique des grandes cultures et les CCLS de Tiaret, Freneda et Mahdia.

A. B.

Industrie pharmaceutique

Une croissance de 17% durant les dernières années

Le président de l'Union nationale des opérateurs de pharmacie (UNOP), Abdelouahed Kerrar, a affirmé, vendredi à Alger, que l'industrie nationale pharmaceutique a réalisé une croissance de 17% durant ces dernières années. A l'occasion des deuxième journées de l'industrie pharmaceutique, D'Kerrar a précisé que «l'industrie pharmaceutique en Algérie a réalisé une croissance de 17% durant ces dernières années», un taux «non atteint par d'autres secteurs», passant de 473 millions de dollars américains en 2008 à près de deux milliards de dollars en 2017. Selon le responsable, ce progrès a été possible grâce aux efforts considérables consentis par les investisseurs dans ce domaine, outre le soutien important accordé par les autorités publiques à l'industrie pharmaceutique, notamment à la faveur de la décision de 2008 portant sur «l'interdiction d'importation de médicaments produits localement». «L'Etat a pu,

grâce à ce progrès, réduire la facture d'importation des médicaments à 2 milliards de dollars américains au lieu de 5 milliards de dollars en 2018». En vue de réduire la dépendance aux laboratoires étrangers, les autorités

publiques se sont fixées comme objectif d'atteindre «70% de couverture des besoins nationaux en médicaments en développant la production locale de tous les types de médicaments», a ajouté le res-

ponsable. Les participants évolueront durant ces journées économiques et scientifiques de deux jours l'expérience de certains pays leaders dans l'industrie pharmaceutique, outre la présence

d'études sur l'équation biologique et environnementale sur les plans logistique et financier ainsi que l'évaluation des résultats après une année de la tenue des premières journées pharmaceutiques de 2017. M. Y./APS

Selon un rapport de la BM

Vers un nouveau record des transferts d'argent vers les pays pauvres

Les transferts d'argent, qui représentent une source substantielle de revenus pour les pays pauvres, ont augmenté rapidement cette année et devraient enregistrer un nouveau record, selon le dernier rapport de la Banque mondiale publié hier. Le montant officiel des fonds envoyés dans les pays en voie de développement devrait s'accroître de 10,8% cette année pour atteindre 528 milliards de dollars. «Ce nouveau record suit une croissance solide de 7,8% enregistrée en 2017», commente l'institution dans un communiqué. Au total, les transferts vers l'étranger, c'est-à-dire incluant ceux à destination des pays riches, devraient s'élever à 689 milliards en 2018, soit un bond de 10,3%. Les transferts d'argent ont afflué dans toutes les régions mais de manière plus marquée en Europe et en Asie centrale

(20%) ainsi qu'en Asie du Sud (+13,5%), suivies de l'Afrique sub-saharienne (+9,8%), du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord (+9,1%), de l'Amérique latine et des Caraïbes (+9,3%), enfin de l'Asie de l'Est et du Pacifique (+6,6%). L'augmentation de ces transferts d'argent est directement corrélée à la solidité de l'économie et de l'emploi aux Etats-Unis, à un rebond dans les pays du Golfe et de la Russie, a également expliqué la Banque mondiale. L'Inde a été l'un des principaux pays destinataires de ces fonds avec un total de 80 milliards de dollars, suivie de la Chine (67 milliards), du Mexique et des Philippines (34 milliards chacun) et enfin de l'Egypte (26 milliards). Se tournant vers l'avenir, la Banque mondiale anticipe une croissance plus modérée des transferts d'argent pour 2019 en raison d'un ralentisse-

ment de la croissance mondiale. «Les transferts futurs vers les pays pauvres ou à revenus moyens devraient s'accroître de 4% pour atteindre 549 milliards. Les transferts totaux devraient augmenter de 3,7% à 715 milliards en 2019», détaille ainsi la Banque mondiale. Les frais de transfert pour un envoi de 200 dollars vers son pays d'origine étaient de 6,9% en moyenne au troisième trimestre 2018, à peine moins qu'au premier trimestre (7,1%), indique également la Banque mondiale, qui déplore régulièrement ces coûts jugés élevés. Et l'Afrique sub-saharienne demeure la région où envoyer son argent demeure le plus coûteux avec un frais de transfert moyen de 9%. Les hausses des transferts d'argent enregistrées en 2017 et 2018 interviennent après deux années de baisse.

R. E.

Khémis Miliana

Près de 2 800 logements en cours de réalisation

■ Au total, 2 788 logements, tous segments confondus, sont en cours de réalisation à Khémis Miliana (Aïn Defla), a indiqué la directrice locale du logement.

Par Zineddine L.

De ce quota, 1 238 unités sont des logements publics locatifs (LPL), 200 logements publics aidés (LPA), 1 250 selon la formule location-vente et 100 autres dans le cadre du Fonds national de péréquation des œuvres sociales (FNPOS), a précisé Fatiha Arkab, au cours d'une réunion consacrée à l'évaluation des opérations de développement lancées au profit de la commune de Khémis Miliana (27 km à l'est du chef-lieu de wilaya). Le taux d'avancement des travaux de réalisation de ce programme oscille entre les 6 et 72%, a signalé M^{me} Arkab, mettant l'accent sur le volet qualitatif des habitations.

La même responsable a fait savoir que le programme de logements alloué à Khémis Miliana s'élève à 4 128 unités, tous segments confondus, faisant état de l'imminence du lancement d'un programme complémentaire de 400 logements de type LPA et 450 autres en location-vente au profit de cette commune. Intervenant à cette



occasion, le wali de Aïn Defla, Azziz Benyoucef, a mis en

exergue les efforts consentis par l'Etat en matière de réalisation de

logements, observant que cette démarche est motivé par le souci

de l'amélioration des conditions de vie du citoyen. Il a soutenu que les clés des logements dont les listes ont été affichées en septembre dernier à El Attaf, Aïn Defla, El Abadia et Khémis Miliana, seront remises à leurs bénéficiaires une fois l'étude exhaustive des recours introduits complètement achevée.

«C'est légitime que le citoyen aspire à avoir les clés de son logement dans les plus brefs délais, mais cela ne peut se faire sans l'aval des commissions de logements des daïras dont le travail se fait, manifestement, de manière lente, mais qui doivent étudier dans les moindres détails les recours introduits», a-t-il signalé.

Pour le chef de l'exécutif, tout travail fait dans la précipitation ne peut que manquer de rigueur et de crédibilité car pouvant conduire à des erreurs, appelant le citoyens à faire preuve de civisme et à laisser travailler les commissions de logements de daïra dans la sérénité et la quiétude. Evoquant les sit-in de protestations organisés à proximité des sièges des daïra pour dénoncer la composante des listes des bénéficiaires de logements, comme ce fut le cas à Khémis Miliana, il a soutenu que cette pratique n'a pas lieu d'être car «susceptible de perturber le travail des commissions de daïra». «Dès lors que le citoyen peut être reçu une fois par semaine au niveau de l'APC ou la daïra pour exposer ses doléances dont celles se rapportant au logement, les sit-in n'ont, en réalité, pas lieu d'être, d'autant qu'ils peuvent être exploités par des personnes aux desseins inavoués», a-t-il argumenté. Divers aspects liés au développement de la commune de Khémis Miliana ont été débattus durant cette rencontre abritée par la salle de réunions de la wilaya, en présence notamment des directeurs de l'exécutif et de représentants de la société civile de Khémis Miliana.

Z. L./APS

Mila

Extension à plus de 1 900 hectares de la surface réservée à la culture de l'ail

La surface réservée à la culture de l'ail dans la wilaya de Mila a augmenté au titre de la saison agricole 2018-2019, pour atteindre 1 903 hectares devant produire plus d'un million de quintaux, a-t-on appris auprès du directeur des services agricoles (DSA), Messaoud Benderidi.

La superficie réservée pour la culture de cette plante potagère est «annuellement revue à la hausse» et pourrait augmenter encore du fait que la période de la culture de l'ail se poursuit jusqu'à la mi-décembre, a précisé la même source, rappelant qu'au cours de la précédente saison agricole, les 1 897 ha d'ail ont donné une production de un million de quintaux. La zone sud de la wilaya est marquée par une forte affluence d'agriculteurs sur cette filière agricole, où

une surface de 1 836 hectares, parmi la superficie globale, a été consacrée à ce produit dans cette région répartie sur les communes de Teleghma, Oued Segane, Chelaghoun Laid et Tajjenanet, selon le même responsable. Le reste de la surface, ajoute la même source, est localisé dans la région Nord de la wilaya, où «un intérêt de plus en plus important est accordé à la culture de l'ail», assure-t-on.

La réussite des opérations de sensibilisation visant à encourager la culture de l'ail et réduire l'importation de ce produit agricole, la mise en place par la tutelle d'une subvention pour le stockage de cet aliment pour répondre à une doléance des représentants de la filière ail, l'entrée en service du périmètre agricole de la commune de Teleghma

(4 447 hectares) destiné à l'irrigation des cultures agricoles dont l'ail à travers plusieurs localités de la zone Sud, conjugués à une bonne maîtrise de la culture de l'ail, sont les facteurs qui ont favorisé la promotion de cette production, assure-t-on encore.

La direction des services agricoles de la wilaya de Mila œuvre pour l'extension de la surface allouée à cette production et la régulation de son marché, a souligné la même source, faisant savoir que des journées de sensibilisation sur l'importance de «la récolte d'ail après maturation» qui permet de mieux conserver l'aliment dans les chambres froides agréées, seront organisées. Il a assuré que ce procédé garantira la disponibilité de l'ail dans les marchés «de manière régulière».

Anissa H.

Sétif / Commune de Beni Fouda

Raccordement au réseau de gaz naturel de 400 foyers

Un total de 400 foyers du groupement d'habitation d'Ouled Bourouba, commune de Beni Fouda (nord-est de Sétif), a été raccordé au réseau de gaz naturel, dans une ambiance festive, a-t-on constaté.

Dans une déclaration, le directeur de l'énergie Mohamed Meziani a précisé en marge de la cérémonie de mise en service de cette énergie vitale, présidée par le wali Nacer Maaskri, que cette opération a concerné la réalisation d'un réseau de distribution long de 16,5 km, pour un montant estimé à près de 28 millions de dinars, puisé du budget de la wilaya.

Dans le cadre de la généralisation de l'utilisation de cette

énergie à travers les villages, les mechtas et zones rurales de cette wilaya, le chef de l'exécutif local a présidé le coup d'envoi de deux autres actions portant réalisation des travaux de raccordement de 700 foyers du groupement d'habitation d'Ouled Ali Ben Nacer (Beni Fouda) pour un investissement public de plus de 62 millions de dinars.

Un autre projet a été lancé au profit de 800 foyers relevant des groupements d'habitation de Kaouane et d'Ouled Amrane, dans la commune de Guelta Zerga (nord-est de Sétif), mobilisant une enveloppe financière de plus de 82 millions de dinars, a-t-on constaté. Des instructions ont été données à cette occasion par

le wali aux promoteurs chargés de ces projets visant le respect des délais de réception pour que les travaux soient achevés «avant le prochain mois de ramadhan».

T. Kh.

Ouargla

De nouvelles aides à l'habitat rural aux communes de la wilaya

De nouvelles aides à l'habitat rural ont été octroyées aux communes de la wilaya de Ouargla, au titre du programme complémentaire de 2018, a-t-on appris des services de la direction locale de l'habitat. Vingt communes vont bénéficier de cette tranche d'aides, dont la commission spécialisée se charge actuellement de sa répartition entre 20 communes qui se chargeront à leur tour

de l'établissement des listes de leurs bénéficiaires, a-t-on précisé. Ces aides destinées à l'habitat rural sont à même de répondre à la demande croissante sur cette formule qui suscite un vif intérêt des habitants des zones rurales et suburbaines, estime la source. Elles viennent s'ajouter à une tranche de 3 000 aides réparties en 2018 entre 20 des 21 communes de la wilaya, a-t-on ajouté. La

wilaya de Ouargla a bénéficié, dans le cadre des différents programmes quinquennaux (2005 à 2019), de près de 33 650 aides à l'habitat rural, dont 29 414 unités ont été achevées, 1 634 sont en cours de réalisation et 2 572 unités en phase de lancement de leurs chantiers, selon les données de la direction de l'habitat.

R. R.

Maroc/Front Polisario

L'UE se dit «prête» à contribuer pour créer un climat «positif»

■ L'Union européenne (UE) «prête» à contribuer aux mesures susceptibles de créer un climat «positif» pour le règlement du conflit du Sahara occidental.

Par Farid M.

«**L'**Union européenne est prête à contribuer aux mesures susceptibles de créer un climat positif pour les discussions, traduisant ainsi notre soutien total aux efforts de l'ONU», a affirmé la porte-parole de l'UE, Maja Kocijancic, dans une déclaration, suite à la tenue, mercredi et jeudi à Genève, de la table ronde sur le conflit du Sahara occidental. «La tenue de la première table ronde de Genève sur le Sahara occidental les 5 et 6 décembre a été la première réunion en six ans de discussions directes», a-t-elle rappelé, soulignant que «cela témoigne des efforts renouvelés entrepris par le Secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres, et son Envoyé personnel, Horst Kohler, pour résoudre le différend au Sahara occidental et réunir les parties et les voisins dans un esprit d'ouverture et de respect mutuel». Pour l'Union européenne, la participation de toutes les délégations et l'annonce d'une deuxième réunion au premier trimestre de 2019 «montrent que tous les participants se disent prêts à poursuivre leur engagement sous les auspices de l'ONU». «Il faut utiliser cet élan et poursuivre activement les discussions dans un esprit de compromis. Les entretiens de Genève ont à juste titre mis l'accent sur des questions essentielles telles que la coopération



régionale, la création d'emplois, le développement régional, la stabilité et la sécurité ainsi que la jeunesse», a estimé la porte-parole de l'UE. La table ronde, initiée par l'Envoyé personnel du Secrétaire général de l'ONU pour le Sahara occidental, Horst Kohler, a regroupé les deux parties en conflit, le Maroc et le Front Polisario, et les deux pays et voisins et observateurs, l'Algérie et la Mauritanie.

La France se félicite du «bon déroulement» de la table ronde

La France s'est félicitée du «bon déroulement» de la table

ronde sur le Sahara occidental, organisée mercredi et jeudi à Genève, soulignant que les discussions se sont déroulées dans un «état d'esprit constructif». La table ronde, initiée par l'Envoyé personnel du Secrétaire général de l'ONU pour le Sahara occidental, Horst Kohler, a regroupé les deux parties en conflit, le Maroc et le Front Polisario, et les deux pays, voisins et observateurs, l'Algérie et la Mauritanie, rappelle-t-on. «La France se félicite du bon déroulement de ces discussions, dans un état d'esprit constructif, ainsi que de l'engagement des quatre délégations à recevoir une nouvelle invitation de M. Kohler en vue d'une

deuxième table ronde au premier trimestre 2019», a indiqué la porte-parole du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, Agnès Von der Muhll, dans une déclaration publiée vendredi soir. Elle a également indiqué que la France salue la tenue de cette table ronde «préliminaire» qui «a permis de réunir, pour la première fois depuis dix ans, les quatre délégations afin de faire le point sur les derniers développements, d'aborder les questions régionales et de discuter les prochaines étapes du processus politique». A cette occasion, la France a réitéré son «plein soutien» aux efforts de l'émissaire onusien pour le

Sahara occidental, Horst Kohler, «en vue de parvenir à une solution juste, durable et mutuellement agréée au Sahara occidental, conformément aux résolutions du Conseil de sécurité des Nations unies». La dernière résolution du Conseil de sécurité (2440), adoptée le 31 octobre dernier, avait enjoint, rappelé, le Maroc et le Front Polisario de reprendre les négociations «sans préconditions et de bonne foi» en vue de parvenir à une solution politique juste, durable et mutuellement acceptable qui permette l'autodétermination du peuple du Sahara occidental.

F. M./APS

Tunisie

La BM aidera le pays à améliorer son classement dans le «Doing business 2020»

La Société financière internationale (SFI) de la Banque mondiale (BM) met à la disposition de la Tunisie tous les moyens financiers et humains nécessaires pour lui permettre de se positionner 50^e à l'international et troisièmes aux niveaux arabe et africain dans le rapport «Doing business de 2020», a affirmé le représentant résident de la société à Tunis, Georges Joseph Ghorra. L'institution formera des équipes de travail pour déterminer les indicateurs relatifs à ce rapport que la Tunisie pourrait facilement développer et améliorer, a-t-il ajouté, lors d'une conférence à Tunis, pour la présentation de la stratégie de travail adoptée pour améliorer le classement de la Tunisie dans «Doing business». Il a réitéré la volonté de la BM de coopérer avec le gouvernement tunisien pour l'aider à réaliser ses objectifs en matière d'emploi et de liquidité pour drainer l'investissement local et étranger, soulignant la nécessité d'accélérer certaines procédures relatives au

permis de construction, au guichet unique, à la fiscalité et à la protection des petits investisseurs. Pour lui, «les échéances politiques et les conditions difficiles du pays ne doivent en aucun cas entraver la réalisation de ces objectifs». De son côté, le

ministère du Développement, de l'Investissement et de la Coopération internationale compte œuvrer en collaboration avec les professionnels des secteurs public et privé (avocats, experts comptables, experts en commerce et transport) pour éla-

borer une stratégie de travail comprenant les réformes accélérées à entreprendre par la Tunisie pour améliorer son classement dans le rapport «Doing Business», selon le ministre Zied Laadhari. La Tunisie a occupé le 80^e rang dans ce rapport, 5^e dans

le monde arabe et en Afrique en 2019, contre le 88^e rang en 2018, gagnant ainsi 8 points. Le rapport Doing Business est édité périodiquement par la Banque mondiale pour «évaluer la réglementation des affaires dans le monde». R. M.

Mauritanie

Qualata essaye d'oublier la peur du terrorisme

En Mauritanie, le défilé du 28 novembre, fête de l'Indépendance, aura lieu dans la ville de Néma en présence du président Mohamed Ould Abdel Aziz. Dans la même région, vient de se terminer le Festival des villes anciennes, qui s'est tenu cette année dans la petite localité historique de Qualata. Si aucun acte de terrorisme n'a été perpétré dans cette région proche du Mali depuis une dizaine d'années, les touristes occidentaux sont rares à s'aventurer jusque-là. Les autorités mauritaniennes, elles, assurent que tout a été mis en œuvre pour sécuriser les frontières du pays, mais la situation reste fragile. Qualata, on la surnomme «la petite sœur de Tombouctou». D'ordinaire si calme, elle a vécu cette semaine au rythme du festival. Les ornements des portes de l'ancienne cité

caravanière viennent d'être repeints, figures géométriques blanches sur ses murs bruns, Qualata s'est faite plus belle pour accueillir ses invités de marque. Mohamed Adnan Beyrouk est le président de ce festival : «Les villes anciennes pour nous, c'est toute notre histoire, c'est notre patrimoine, c'est notre identité commune. Chaque année, le festival reçoit plusieurs milliers de visiteurs».

Un appel aux touristes

Pas de touristes occidentaux dans les ruelles ensablées de Qualata, mais si certains voyageurs ont de nouveau inscrit la visite à leur catalogue, les Mauritaniens, eux, se sentent en sécurité. Ils sont venus de toute la région. Qualata est en zone dite «à

régime spécial», sous surveillance étroite des militaires mauritaniens. «Effectivement, nous sommes dans l'extrême sud-est. Il y a dix ans, c'était une ville quasiment abandonnée parce qu'il a eu en fait ce développement un peu catastrophique du terrorisme dans la sous-région. La Mauritanie il y a dix ans était un pays aux frontières extrêmement poreuses, ce qui n'est plus le cas aujourd'hui. Je crois que ce festival a été une aubaine pour ces vieilles citées. Notre pays est sécurisé et nous en sommes fiers», explique Mohamed Mahmoud Ne, directeur de l'Office national du tourisme. Vers deux heures du matin, la musique s'arrête. Mais les hommes de la garde nationale, stationnés dans le fort colonial qui surplombe la ville, gardent un œil sur la cité endormie. S. A.



Iran

Téhéran accuse les États-Unis de «terrorisme économique»

■ Le président iranien Hassan Rohani a accusé, hier, les États-Unis de «terrorisme économique» et appelé plusieurs pays réunis à Téhéran à faire front commun contre les pressions ou sanctions américaines.

Par Rima C.

S'adressant aux chefs des Parlements d'Afghanistan, de

Chine, de Pakistan, de Russie et de Turquie lors d'une rencontre régionale à Téhéran, il a estimé par ailleurs que tous ces pays subiraient les conséquences des pressions économiques américaines imposées à l'Iran. «Les sanctions américaines injustes et illégales contre (...) l'Iran constituent un exemple clair de terrorisme», a déclaré M. Rohani dont le discours était retransmis à la télévision d'État.

Les États-Unis de Donald Trump ont fait de l'Iran leur principale bête noire et ne cesse de mettre en garde contre la «menace» croissante que représente à ses yeux l'Iran au Moyen-Orient.

Son administration a quitté unilatéralement en mai l'accord sur le nucléaire iranien, conclu en 2015 entre Téhéran et les grandes puissances, dont la précédente administration de



Ph. > D. R.

Barack Obama. Elle a par la suite rétabli des sanctions américaines à l'Iran. «Le terrorisme économique vise à créer la panique dans l'économie d'un pays et à faire peur à d'autres États pour les empêcher d'investir dans le pays visé par les sanctions», a ajouté M. Rohani lors de cette conférence sur la lutte contre le «terrorisme», la deuxième édition après une première tenue à Islamabad en 2017. «Nous faisons face à un assaut global qui ne menace pas seulement notre indépendance et notre identité mais aussi qui cherche à rompre nos relations de longue date avec d'autres pays», a-t-il dit encore.

La plupart des pays représentés à la conférence de Téhéran ont été touchés par des sanctions ou pressions économiques américaines.

Une trêve dans la guerre commerciale entre Washington et Pékin a de nouveau été troublée cette semaine après l'arrestation de la directrice financière du géant chinois des télécoms Huawei, arrêtée à Vancouver à la

demande de Washington et soupçonnée de fraude. L'administration Trump a par ailleurs de nouveau imposé à la Russie des sanctions qui avaient débuté après l'annexion de la Crimée, alors que la Turquie a été sanctionnée cette année pour avoir arrêté un prêtre américain, qui a ensuite été relâché. Le président américain a aussi annulé des centaines de millions de dollars d'aide au Pakistan, accusé de laxisme dans sa lutte contre les groupes armés. «Lorsqu'ils mettent la pression sur le commerce de la Chine, nous sommes tous touchés (...) En punissant la Turquie, nous sommes tous punis. Chaque fois qu'ils menacent la Russie, nous considérons, nous aussi, que notre sécurité est en danger», a affirmé M. Rohani. «Lorsqu'ils imposent des sanctions sur l'Iran, ils nous privent, nous tous, des bénéfices tirés du commerce international, de la sécurité énergétique et du développement durable. Et en fait, ils imposent des sanctions à tout le monde». «Nous sommes réunis

ici pour affirmer que nous ne comptons pas tolérer une telle insolence», a affirmé le président.

M. Rohani a par ailleurs averti l'Union européenne, qui tente de préserver l'accord nucléaire après le retrait américain, qu'elle avait beaucoup à perdre si ses efforts visant à détourner les sanctions n'aboutissaient pas. Si ces efforts échouent, «les Européens doivent être conscients qu'ils vont porter atteinte à notre capacité de lutter contre la drogue et le terrorisme», a-t-il dit, en référence notamment aux efforts de l'Iran à combattre différents types de trafics, par exemple depuis l'Afghanistan. La semaine dernière, l'Iran avait dit qu'il ne pouvait pas attendre «indéfiniment» la mise en place par l'UE de son mécanisme devant aider Téhéran à vendre son pétrole malgré les sanctions américaines. L'UE travaille sur la mise en place d'un mécanisme devant faciliter les transactions financières et les ventes de pétrole iranien.

R. C.



Points chauds

Insultes

Par Fouzia Mahmoudi

Donald Trump n'est pas connu pour son style serein, bien au contraire. Le président américain est connu pour ne pas hésiter à voler dans les plumes de ceux qui le contredisent ou le critiquent. Aujourd'hui, celui qui s'est essayé à l'exercice, Rex Tillerson, ancien secrétaire d'État dans l'administration Trump dans une interview accordée à la chaîne de télévision CBS par l'ancien secrétaire d'État, qui était, depuis son brutal limogeage en mars, resté extrêmement discret. «J'ai eu du mal, venant de l'entreprise ExxonMobil, disciplinée et très axée sur le suivi des procédures, à travailler pour un homme qui est plutôt indiscipliné, qui n'aime pas lire, qui ne lit pas les rapports, qui n'aime pas aller dans le détail mais qui dit plutôt : Voilà ce que je crois», a-t-il expliqué. «Il fallait que lui dise : Monsieur le Président, je comprends ce que vous voulez faire mais vous ne pouvez pas le faire de cette façon-là, ça enfreint une loi, ça viole un traité. Cela le contrariait beaucoup», avait encore raconté le Texan à la voix cavernueuse. Du temps où ils travaillaient «ensemble», les divergences de vues entre les deux hommes étaient notoires sur plusieurs dossiers-clés, du climat à l'Iran. Et le milliardaire républicain n'a jamais facilité la tâche de son secrétaire d'État. D'abord en le privant de l'emblématique dossier israélo-palestinien, confié à son gendre Jared Kushner. Puis en multipliant les décisions de désengagement de la scène multilatérale. Fin 2017, Donald Trump avait même, fait rare, publiquement rabroué le chef de la diplomatie pour avoir évoqué l'existence de canaux de communication visant à sonder les intentions de la Corée du Nord. «Il perd son temps à négocier», avait-il écrit sur Twitter. «Conserve ton énergie Rex, nous ferons ce que nous devons faire». L'affaire avait pris une tournure plus personnelle lorsque la chaîne de télévision NBC News avait rapporté que Rex Tillerson avait, à la fin d'une réunion au Pentagone, qualifié le président de «débile». Cet épisode avait contraint le secrétaire d'État à prendre la parole pour affirmer son soutien public et son «engagement en faveur du succès» du locataire de la Maison-Blanche. Pour Aaron David Miller, ancien diplomate et négociateur dans plusieurs administrations démocrates comme républicaines, la question est désormais de savoir si Rex Tillerson, insulté sur Twitter par le locataire de la Maison-Blanche, «va maintenant commencer à tout raconter». En effet, en réponse à l'interview de Tillerson le président américain a brutalement insulté, vendredi, son ancien chef de la diplomatie. Si le président des États-Unis est connu pour ses propos moqueurs envers ses adversaires et ses proches tombés en disgrâce, cette violente mise en cause d'un homme qui a occupé l'un des postes centraux de son administration est sans équivalent dans l'histoire politique américaine moderne. «Mike Pompeo fait un boulot fantastique, je suis très fier de lui», a-t-il tweeté. «Son prédécesseur, Rex Tillerson, n'avait pas les capacités mentales nécessaires. Il était bête comme ses pieds et j'aurais dû m'en séparer plus tôt», a-t-il ajouté. «Il était flemmard comme tout», a-t-il encore écrit, évoquant celui qui fut P-DG du groupe pétrolier ExxonMobil. Le contraste ne pouvait être plus marqué avec le tweet envoyé il y a deux ans pour annoncer la nomination de celui qu'il qualifiait alors de «l'un des plus grands dirigeants d'entreprise au monde». Mais ce changement n'a rien de surprenant de la part de Trump, habitué à honorer ce qu'il avait un temps chéri.

F. M.

Birmanie

Trois militants condamnés à la prison ferme après une manifestation

Trois jeunes Birmans ont été condamnés à six mois de prison dans l'Etat Kachin (nord) à la suite d'une manifestation pacifique, pour diffamation envers l'armée, a indiqué leur avocat hier, un «avertissement effrayant» selon Amnesty International. «Ces peines de prison sont le reflet des attaques continues envers la société civile qui exprime son opinion sur l'armée», a réagi Tirana Hassan, directrice du programme Réaction aux crises d'Amnesty International. «Le message envoyé à tous ceux qui veulent dire la vérité à propos de la barbarie des forces armées birmanes dans les états Kachin et Shan est effrayant». Les jeunes chefs de file du mouvement

avaient contribué à l'organisation d'une manifestation pacifiste en avril à Myitkyina, la capitale de l'Etat Kachin, afin d'attirer l'attention sur la détresse de centaines de déplacés par les combats entre l'armée et les insurgés de la province. Ils ont été condamnés vendredi à six mois de prison et des amendes de 320 dollars chacun. La province Kachin est en proie à une guerre civile, les rebelles affrontant une armée depuis une soixantaine d'années pour l'autonomie et l'affirmation de leur identité mais aussi pour le contrôle d'un territoire riche en ressources naturelles, notamment le jade. Les combats se sont dramatiquement intensifiés cette année, for-

çant des milliers de personnes à fuir vers des camps dans des régions isolées de l'Etat avec un accès insuffisant aux soins. L'Union européenne a fait part de son «profond regret» à propos de ces condamnations, et demandé que les peines soient révisées. Les groupes de défense des Droits de l'homme estiment que 106 000 personnes crouissent dans des camps de déplacés dans les états voisins Kachin et Shan. Un autre conflit contre la minorité musulmane rohingya, dans le nord de l'Etat Rakhine, préoccupe depuis plusieurs années la communauté internationale.

R. I.



Festival du théâtre comique de Médéa

La pièce de théâtre «Brossi» décroche la «Grappe d'Or»

■ Après cinq jours de forte compétition, la «Grappe d'Or» du Festival du théâtre comique de Médéa est revenue à la pièce de théâtre «Brossi» (Procès), produite par l'association «Chabab wa Founoune» de la ville de Tablat (Médéa). Cette pièce a marqué l'assistance et le jury par l'adoption de la tradition orale populaire comme thème, au lieu de se laisser enfermer dans des thématiques qui sont revenues de façon répétitive dans beaucoup de représentations présentées lors de cette édition.

Par Abila Selles

La pièce de théâtre «Brossi» (Procès), produite par l'association «Chabab wa Founoune» de la ville de Tablat (Médéa), a décroché vendredi la «Grappe d'Or», le plus grand Prix du Festival national de théâtre comique, qui s'est tenu du 3 au 7 décembre courant à Médéa.

«Brossi» s'est inspirée d'un vieux compte populaire pour raconter la relation d'un «Cadi», un homme de loi respecté et redouté, à la fois par la population et le propriétaire d'une boulangerie traditionnelle, qui va profiter de sa position pour avoir plus d'avantages auprès de ce boulanger. Mais c'était sans compter sur l'intelligence et la ruse du boulanger qui va réussir à retourner la situation en sa faveur et tirer profit de la voracité



de ce Cadi pour faire fructifier son activité et garantir sa sécurité, par rapport à d'éventuels problèmes. L'adaptation réussie de ce conte populaire a prévalu

dans le choix du jury du festival qui a décidé d'attribuer ce grand prix à cette jeune troupe de théâtre, d'autant plus qu'elle a opté pour la tradition orale popu-

laire comme thème, au lieu de se laisser enfermer dans des thématiques qui reviennent de façon répétitive dans beaucoup de représentations présentées lors de cette édition, en l'occurrence la femme et sa place dans la société. Le jury du festival a décerné, lors de la même cérémonie, le Prix de la meilleure mise en scène à Ali Djebbara pour la pièce «Dja yessaa wadar tessaa», de la Coopérative artistique du théâtre de Port-Saïd (Alger), tandis que les comédiens Karim Attéf et Mourad Medjrane se sont départagés le Prix de la meilleure interprétation masculine pour leurs rôles respectifs dans les pièces «Dja Yessaa wadar Tessaa» et «Brossi». La comédienne Amel Benamara a remporté, pour sa part, le Prix de la meilleure interprétation féminine pour sa prestation dans la pièce «Hmar

waloue Tar», de la troupe «El-massrah el-Djadid» de la ville des Isser (Boumerdès). Le Prix de la meilleure scénographie a été décerné à la troupe du théâtre régional de Constantine pour la pièce «Tic-Tac Boom», tandis que le Prix de la meilleure musique a été attribué à Ahmed Hanib pour la pièce «Hmar waloue Tar». Ali Djebbara, metteur en scène de la pièce «Hmar waloue Tar», a décroché le Prix du meilleur texte, au moment où le Prix du jury est revenu à un autre metteur en scène, en l'occurrence Salah Boubir, réalisateur de la pièce «Zaouaedj Makhbari» (Mariage en laboratoire) du théâtre régional de Batna.

A. S./APS

Festival international du cinéma d'Alger (Fica)

«L'autre côté de l'espoir» porte la cause des réfugiés à l'écran

Le long métrage de fiction «L'autre côté de l'espoir», une comédie sociale traitant de la vie des réfugiés en Finlande et de leurs péripéties à travers l'Europe, réalisé par le Finlandais Aki Kaurismäki, a été projeté vendredi soir à Alger. D'une durée de 100 mn, ce film a été présenté au jury de la compétition long métrage du 9^e Festival international du cinéma d'Alger (Fica), dédié au film engagé qui se déroule à la salle Ibn Zeydoun depuis samedi.

«L'autre côté de l'espoir» relate l'histoire de Khaled, un jeune réfugié syrien qui a tout perdu dans le bombardement de la ville d'Alep qu'il quitte avec sa sœur Miriam, seule survivante de l'effondrement

de la maison familiale. Ils traversent ensemble la Turquie et une partie de l'Europe, avant que la jeune femme ne disparaisse en Hongrie. Khaled se met à la recherche de sa sœur et se retrouve accidentellement en Finlande après s'être réfugié dans un bateau. Il demande l'asile et s'en suit une immersion dans la vie des camps de réfugiés en attente d'une réponse où il rencontre des Irakiens dans la même situation.

A un second niveau de narration, le film relate le quotidien d'un Finlandais qui liquide son affaire dans l'habillement pour racheter un restaurant en temps de crise économique où plusieurs per-

sonnes de l'entourage parlent de récession et d'aller s'installer au soleil. Après le refus de sa demande d'asile, les autorités jugeant la situation à Alep «pas assez dangereuse», Khaled fuit le centre d'accueil et se fait agresser plusieurs fois par un groupe de néo-nazis. Les deux histoires se rejoignent quand le jeune homme rencontre le nouveau patron du restaurant qui lui offre un travail et l'aide à avoir de faux papiers et à retrouver sa sœur. «L'autre côté de l'espoir», qui avait reçu l'Ours d'argent de la meilleure réalisation à la Berlinale de 2017, traite de cette thématique importante qui est au cœur de l'actualité mondiale avec une grand sens du bur-

lesque tant dans les séquences qu'une manière singulière d'inscrire ce film dans deux époques différentes par les décors, les accessoires et les costumes. Inauguré samedi, le 9^e Fica prendra fin ce soir après la remise des prix et la projection de quatre films en hors compétition, à savoir «Une saison en France» du Tchadien Mohamed Salah Haroun, «José Martí, l'œil du canari» du Cubain Fernando Perez, «Pieds nus dans l'aube» du Canadien Francis Leclerc et le documentaire «L'enfant du diable» de la Française Ursula Wernly-Fergui.

L. B.

Selon l'association des amis du musée Frantz-Fanon

La demeure du militant en Algérie transformée en musée

L'ancienne demeure d'un des acteurs majeurs de la Révolution algérienne, à savoir Frantz Fanon, sera prochainement transformée en musée. C'est en tout cas ce que nous révèle un communiqué de presse transmis par l'association des amis du musée Frantz-Fanon, à l'occasion du 57^e anniversaire de son décès. L'initiative, qui

aura lieu à Blida, entend rendre hommage au personnage historique et à son œuvre, aussi bien dans le domaine de la pensée que dans celui de son engagement. Rappelons que Frantz Fanon, qui a consacré sa vie à la libération de l'Algérie, est aussi l'auteur du célèbre ouvrage «Les damnés de la terre», une analyse profonde de l'aliénation colonia-

le et des guerres de Libération. Par cette entreprise, l'association des amis du musée Frantz-Fanon œuvrera à maintenir en place la postérité de Fanon et à rappeler l'importance de sa pensée. Il est à noter que malgré l'annonce, aucune date officielle de la mise en place du musée n'a été communiquée.

R. C.

Prévu pour le 31 décembre

Raïna Raï anime un concert à Oran

Oran fêtera son passage à la nouvelle année avec un concert du groupe mythique Raïna Raï qui s'y produira à l'occasion du réveillon le 31 décembre prochain. C'est au

Sheraton d'Oran, à la salle «Mascara» plus précisément, que le groupe mené par Lotfi Attar assurera l'ambiance du réveillon 2018. Historiquement célèbre grâce à la voix et aux

textes du défunt Djilali Amarna mais aussi au succès du tube «Ya zina», le groupe originaire de Sidi Bel-Abbès n'a jamais véritablement quitté la scène algérienne, au même titre que Lotfi Attar

qui ne manque pas d'être à la tête de plusieurs projets.

Seront aux côtés de Raïna Raï, la jeune prodige du chant Souad Hanniz ainsi que DJ Sinquo qui sera à la platine.

AGEND'ART

Musée national des beaux-arts (El-Hamma, Alger)

Jusqu'au 16 janvier 2019 : Exposition «Fares Boukhatem ou l'art d'un insoumis», rétrospective des œuvres du plasticien Fares Boukhatem, un des pionniers de la peinture algérienne.

Institut culturel italien d'Alger

Jusqu'au 15 décembre :

Dans le cadre de la «Journée du contemporain», célébrée à chaque fin d'année, l'Institut culturel italien d'Alger organise une exposition dédiée à l'artiste peintre romain Claudio Burei.

Les Ateliers Sauvages (38, rue Didouche-Mourad, Alger)

Jusqu'au 15 décembre :

Dans le cadre de la 14^e édition de la Journée de l'art contemporain italien, les Ateliers Sauvages, en collaboration avec l'ambassade d'Italie et l'Institut culturel italien d'Alger, organisent une exposition de Claudio Burei intitulée «RDP» (Rien de personnel).

Galerie d'art «Couleurs et Patrimoine» (El-Biar)

Jusqu'au 15 décembre :

Etienne Dinet est à l'honneur lors d'une exposition en présence d'une belle brochette d'artistes du domaine.

Hôtel Ibis d'Oran

Jusqu'au 9 décembre :

C'est à l'initiative de l'Institut Cervantès d'Oran que la troupe «Tuna de Madrid» aura l'occasion de faire découvrir ses talents au public de la ville Opéra d'Alger Boualem-Bessaih

20 décembre :

La culture iranienne sera à l'honneur à Alger à l'occasion d'un concert de l'ensemble «Tarab» composé d'un panel de musiciens iraniens mais aussi issus de la diaspora iranienne en Europe.



Sport scolaire

Le calendrier des compétitions fixé

LE BUREAU fédéral de la fédération algérienne du sport scolaire (FASS), réuni à Saïda, a fixé le calendrier des compétitions de la saison, avec comme principal événement le cross national prévu à Chlef, a-t-on appris auprès de l'instance fédérale. Le cross national, fixé du 20 au 23 décembre à Chlef, inclut les catégories poussins, minimes et cadets (garçon et filles), en présence de 650 athlètes représentant les wilayas de Chlef, Sidi Bel-Abbès, Tissemsilt, Annaba, Boumerdès, de Blida, Sétif, Laghouat, Constantine et du Grand Sud (Adrar, Tamanrasset, Illizi, Tindouf). En vue de ce rendez-vous, les organisateurs ont prévu cinq centres d'hébergement et de restauration pour l'ensemble des délégations attendues à Chlef. Le cross national sera précédé par la

phase de qualification : Sidi Bel-Abbès et Annaba (8 décembre), Blida, Boumerdès, et Sétif (11 décembre), Laghouat et Tissemsilt (15 décembre), et Jijel (25 novembre). En marge de cette épreuve, les organisateurs ont prévu un stage de recyclage concernant les arbitres d'athlétisme, précise-t-on de même source. Le Bureau fédéral a également pris la décision d'organiser le festival du sport scolaire à Ouargla du 28 décembre au 1^{er} janvier concernant les disciplines de handball, de tennis de table et d'athlétisme. Enfin, les membres du Bureau fédéral ont débattu le bilan du forum de formation qui s'est déroulé à Sétif en octobre dernier, dans lequel les intervenants ont soulevé la nécessité de développer le sport dans les écoles primaires dans l'objectif de détecter les jeunes talents.

Cyclisme

L'AGE de la FAC aura lieu le 15 décembre

L'ASSEMBLÉE générale élective de la Fédération algérienne de cyclisme, initialement prévue le 15 décembre (14h00) au siège du Comité olympique et sportif algérien pour désigner un nouveau président, a été finalement délocalisée au stade du 5-Juillet, où ses travaux débiteront à partir de 9h30, a annoncé l'instance vendredi, sans préciser le motif de cette reprogrammation. «L'AGE est prévue le 15 décembre, 9h30, à la salle des conférences du stade 5-Juillet», a indiqué la FAC dans un bref communiqué diffusé sur son site officiel. Kheïredine Barbari et Smail Douzi sont les seuls candidats à

la présidence de la FAC, et dont les dossiers ont été validés lundi dernier par la commission de candidatures, en présence d'un représentant du ministère de la Jeunesse et des Sports (MJS). Pour information, Kheïredine Barbari est à la fois membre fédéral et président de la Ligue de Biskra, alors que Douzi Smail, est un ex-directeur technique national (DTN) et l'actuel directeur sportif du GS Pétrolier. Le 15 décembre, l'un d'entre eux succèdera officiellement à l'ancien président Mabrouk Kerboua, qui avait présenté sa démission le 10 novembre dernier, invoquant «des raisons personnelles et de santé».

Championnats nationaux de judo (Espoirs / Seniors)
La compétition prévue fin décembre-début janvier

LE CHAMPIONNAT national de judo (seniors messieurs et dames) a été reprogrammé les 4-5 janvier 2019 à la salle Harcha-Hacène (Alger), tandis que le championnat national (espoirs messieurs et dames) se déroulera les 28 et 29 décembre courant, à la salle omnisports de Birtouta (Alger), a annoncé vendredi la Fédération algérienne de la discipline (FAJ). Les anciennes dates de ces deux compétitions nationales coïncidaient exactement avec celle des prochains Championnats arabes des clubs champions (Juniors/Seniors), prévus du 21 au 24 février 2019 à Marrakech (Maroc), d'où la décision de la FAJ de procéder à cette reprogrammation. Selon la même source, «la date du championnat national cadets, qui devait se

dérouler les 22-23 février 2019 à Batna devrait elle aussi subir une modification». A Marrakech, 5 compétitions majeures sont inscrites au programme des prochains championnats arabes des clubs, qui se dérouleront du 21 au 24 février selon l'Union arabe de judo (UAJ). «Ce grand événement sportif englobera la 14^e édition du Championnat arabe des clubs champions (seniors/messieurs), la 6^e édition du Championnat arabe des clubs champions (dames), la 5^e édition du Championnat arabe des clubs champions (juniors/garçons), la 5^e édition du Championnat arabe des clubs champions (juniors/filles), et la 10^e édition du Championnat arabe Open de Kata», a précisé l'instance arabe dans un bref communiqué.

Vovinam viet vo dao / Tournoi international d'Alger (1^{re} journée)

L'EN haut la main

LA SÉLECTION algérienne de vovinam viet vo dao a outrageusement dominé la première journée du tournoi international d'Alger, qui se déroule actuellement à la Coupole du complexe olympique Mohamed-Boudiaf, en comptabilisant 24 médailles, dont dix en or, entre Kata et Kunité. En effet, sur

les 15 finales disputées vendredi, les Algériens en ont remporté dix, en rehaussant leur belle moisson de 11 médailles d'argent et trois bronze. Ce qui les place largement devant l'Italie, deuxième, avec 5 médailles (1 or, 2 argent et 2 bronze) au moment où la Côte d'Ivoire a complété le podium, avec 5 bre-

loques (1 or et quatre bronze). Quatre pays étrangers étaient en concurrence avec l'Algérie lors de ces premières finales, à savoir : Italie, Côte d'Ivoire, Belgique et Roumanie, au moment où les représentants des autres nations furent éliminés à un stade précoce de la compétition.

Equipe nationale

Zetchi renouvelle son soutien à Belmadi

Le président de la Fédération algérienne de football, Kheïreddine Zetchi, a renouvelé son soutien au sélectionneur national, Djamel Belmadi, indiquant qu'il le maintiendra à son poste même en cas d'échec lors de la prochaine CAN 2019, au cours de son intervention à la Chaîne II de la Radio nationale.



Zetchi croit en Belmadi

Par Mahfoud M.

Le premier responsable de la Fédération estime qu'il serait inopportun de limoger Belmadi s'il ne réussit pas à atteindre les objectifs qui lui sont fixés, à savoir les demi-finales de la compétition africaine, surtout qu'il a été ramené pour un projet sur le long terme, afin de reconstruire la sélection nationale qui est passée par des moments difficiles. Zetchi a tenu aussi à relever la grande détermination du technicien algérien qui reste ambitieux et souhaite aller loin dans ce tournoi africain et pourquoi pas

le remporter dans la mesure du possible. Il sait que la situation s'annonce difficile mais il reste quand même confiant du fait que l'EN pourrait créer la surprise et déjouer les pronostics. Le président de la FAF est revenu aussi sur les tentatives de déstabilisation de sa structure faites par certaines parties, avouant qu'ils attendent un quelconque faux pas de l'EN pour s'en servir contre la Fédération. Pour ce qui est de la dernière déclaration de Belmadi où il avait émis le vœu de voir le talentueux joueur de l'Olympique lyonnais, Houssam Auar, rejoindre la sélection, il avouera qu'il est normal que le

coach national veuille obtenir les services des meilleurs joueurs algériens du moment et d'un grand joueur comme Auar. Selon lui, il reste quand même difficile de convaincre ce joueur d'opter pour les Verts, même si la FAF tentera une approche avec lui dans les prochains jours. Pour ce qui est de la formation, il a indiqué que le fait de limoger certains entraîneurs des jeunes sélections ne veut pas dire que cela affectera la formation, appelant aussi les clubs à s'impliquer et à réaliser aussi leurs projets de formation.

M. M.

Congo Football Awards
L'Usmiste Ibara nommé

L'attaquant international congolais de l'USM Alger, Prince Ibara, figure dans une liste de 30 joueurs nominés pour l'édition 2018 des «Congo Football Awards», récompensant le meilleur joueur congolais de l'année, ont annoncé vendredi les organisateurs. «Le vote se fera via le net, sur le site "Diables Rouges du Congo/Plus de Foot" dont la date limite est fixée au 31 décembre 2018, à minuit», ont précisé les mêmes sources dans

un bref communiqué. Ibara (23 ans) avait rejoint l'USM Alger le 11 juin 2018. Il a disputé 11 matchs de Ligue 1 Mobilis, pendant lesquels il a marqué six buts. Il compte également sept sélections et deux buts en équipe nationale du Congo. Le lau-

réat de cette édition 2018 du Congo Football Awards sera révélé au grand public lors d'une cérémonie prévue spécialement à cet effet, le 20 janvier 2019 à 21h00 (heure algérienne).

Al Sadd (Qatar)

Bounedjah bat un nouveau record

L'attaquant international algérien d'Al Sadd, Baghdad Bounedjah, auteur d'un doublé contre Al-Shahania (4-1) vendredi soir à Doha, devient le meilleur buteur de tous les temps sur une saison du championnat qatari de première division avec 28 réalisations à son compteur à l'issue de la 15^e journée de compétition. Le baroudeur d'Al Sadd a marqué ses 28 buts en 14 matchs, soit deux buts par match, il avait au

passage battu l'ancien record détenu par l'attaquant brésilien Clemerson (27 buts) lors de la saison 2008-2009 mais après 26 journées. Le buteur algérien a réussi son doublé aux 50^e et 76^e minutes de la partie. Au total, l'ancien attaquant de l'USM El Harrach a inscrit 57 buts cette année, toutes compétitions confondues. A la faveur de ce large succès, Al Sadd revient à un point du leader Duhail tenu en échec par Qatar SC (1-1).

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

À l'occasion du deuxième anniversaire de son décès

Soirée en hommage à Mohamed-Tahar Fergani

LA TROUPE de la famille Fergani a animé, vendredi à Constantine, une soirée dédiée au malouf, en hommage au défunt maestro El Hadj Mohamed-Tahar Fergani (1928-2016), à l'occasion du deuxième anniversaire de son décès, pour l'héritage artistique riche et varié qu'il a légué. Les membres de la troupe, composée de 20 membres, notamment des artistes de l'antique Cirta qui vouent un amour et un respect immenses à un artiste dont la voix chantait la joie et la beauté, ont emporté le public dans l'univers du chant authentique, en interprétant des mélodies reflétant la fidélité et la loyauté à ce patrimoine ancestral. La soirée a été entamée par Adlene Fergani, petit-fils adoré du rossignol de Cirta qui a interprété «*Bi Allah ya Hamami*», estimant dans une brève intervention que Hadj Fergani nous a certes quittés, mais «*sa mémoire restera immortelle*». Plusieurs extraits de chansons qui ont fait la renommée du maître incontesté du malouf ont

été par la suite interprétés par la troupe, sous l'impulsion de Salim Fergani, notamment la célèbre chanson «*El Boughi*», «*Ya Dhalma*», «*Damai Yadjri*» et ce, en parfaite communion avec un public conquis venu en nombre assister à cet hommage organisé au théâtre régional de Constantine, baptisé au nom du défunt. Le wali de Constantine, Abdessamie Saidoune, a mis l'accent sur la voix de Mohamed-Tahar Fergani qui a pendant longtemps vibré en de nombreux lieux, assurant que le défunt constitue «*une source d'inspiration et de créativité*». Le wali a aussi exprimé le souhait qu'à partir de l'année prochaine, le 7 décembre soit officialisé comme journée du malouf. Au terme de cette cérémonie, à laquelle ont assisté des artistes constantinois et d'autres wilayas, à l'instar de Abdellah Menai, Mohamed Mahboub, Dib Ayachi, Toufik Bentiar et Fateh Rouana, la famille de Hadj Mohamed-Tahar Fergani a été honorée. **Racim C.**

Tébessa

Mise en service au prochain semestre de l'évitement de la ville

L'évitement de la ville de Tébessa sur une longueur de 11,5 km sera mis en service «*au cours du premier semestre de l'année 2019*», a indiqué hier le directeur local des travaux publics, Rachid Salmi.

«*Le chantier de ce projet affiche un taux d'avancement important, dépassant les 90%*», a précisé à l'APS le même responsable, soulignant qu'une fois mis en service, cet évitement permettra de fluidifier la circulation au chef-lieu de wilaya. Dans les détails, M. Salmi a ajouté que les travaux en cours concernent trois segments de cet ouvrage d'art, long de 11,5 km, attestant que la cadence de ces chantiers est «*rapide*» avec l'objectif de mettre en service le projet «*avant le mois de juin prochain*». La même source a expliqué que cet évitement démarre d'un tronçon de la route nationale 10 au niveau du carrefour à proximité de la nouvelle gare routière «*Hocine-Ait-Ahmed*» et s'étale jusqu'au la RN 82 menant vers la commune d'El-Kouif. M. Salmi a précisé que ce projet a mobilisé près de 800 millions DA, soulignant que les travaux de réalisation des installations techniques sur ce tronçon ont été lancés et enregistrent un taux de 10%. **May T.**

Par Slim O.

«*D*ès l'annonce par la presse italienne, le 17 novembre dernier, d'une information portant sur le naufrage d'une embarcation au large de la Sardaigne, nos services diplomatiques et consulaires en Italie ont entrepris des démarches auprès de toutes les institutions et administrations italiennes compétentes (MAE, service de l'immigration au ministère de l'Intérieur, autorités judiciaires et Police) à l'effet d'identifier les naufragés (morts et rescapés)», a précisé M. Benali-Cherif dans sa déclaration. Il a

expliqué qu'«*à l'issue d'une procédure longue, suivie et accompagnée au jour le jour par notre ambassade à Rome et les services centraux du MAE, en coordination avec les familles des victimes, l'identification des deux corps repêchés a pu être établie le 28 novembre 2018*». «*Le procureur territorialement compétent a autorisé, le 4 décembre courant, la libération des dépouilles, à la faveur des démarches diligentes de notre ambassade à Rome*», a-t-il ajouté, affirmant que «*les procédures afférentes au rapatriement des dépouilles ont été fina-*

lisées. Leur arrivée à Alger est prévue ce lundi 10 décembre 2018». Le ministère des Affaires étrangères, «*en contact permanent avec les autorités italiennes, à travers nos services diplomatiques et consulaires dans ce pays, reste mobilisé pour connaître le sort des disparus lors de ce tragique naufrage*», a assuré le porte-parole.

Interception de 13 harraga au nord de Cap Falcon

Les unités du groupement territorial des gardes-côtes d'Oran ont réussi, dans la nuit de vendredi à samedi, à mettre en échec une tentative d'émigration clandestine de 13 harraga au nord de Cap Falcon (Aïn El Turck), a-t-on appris hier de la cellule de communication de ce corps de sécurité. Ces 13 candidats à l'émigration clandestine dont sept Algériens, quatre Marocains et deux Yéménites, qui étaient à bord d'une embarcation pneumatique, ont été interceptés vendredi à 22 heures à 6 miles au nord de Cap Falcon, par les gardes-côtes d'Oran en patrouille en mer, a indiqué à l'APS la même source, ajoutant que des mineurs se trouvaient à bord de cette embarcation. Les 13 candidats à l'émigration clandestine interceptés ont été remis à la Gendarmerie nationale qui les a présentés à la justice. **S. O./APS**

Le consommateur face à la cherté de la vie



123456789012

Loumis

Djalou@hotmail.com

Morts noyés au large de Cagliari

Rapatriement demain des dépouilles de deux Algériens

«*Les dépouilles des deux Algériens morts noyés au large de Cagliari (île de Sardaigne), en Italie, seront rapatriées demain, a déclaré hier le porte-parole du ministère des Affaires étrangères, Abdelaziz Benali-Cherif.*

Football / Transfert

Meziani s'engage pour trois saisons avec l'ES Tunis

L'ATTAQUANT algérien du Paradou AC (Ligue 1 algérienne de football), Tayeb Meziani, s'est engagé pour un contrat de trois saisons avec l'ES Tunis (Ligue 1 tunisienne de football), ont

annoncé hier les médias locaux. Convoité par la JS Kabylie, Meziani (22 ans), pur produit de l'Académie JMG/PAC, a préféré rejoindre l'Espérance, détenteur de la Ligue des champions, où

évolue le milieu offensif international Youcef Belaïli. Meziani avait porté la saison dernière, pendant six mois, les couleurs du club lituanien Stumbras Kaunas, après une première partie de saison passée avec Le Havre (Ligue 2/France) sans pouvoir jouer en équipe première. Le joueur révélation de la saison 2016-2017 du PAC avec qui il avait marqué 15 buts, n'a pas réussi à s'imposer au sein du club normand, se contentant de quelques apparitions avec la réserve en National 3. L'EST a dévoilé vendredi une liste de 23 joueurs retenus pour la Coupe du monde des clubs prévue aux Emirats arabes unis du 12 au 22 décembre. **R. S.**

Tamanrasset et Bordj Badji Mokhtar

26 orpailleurs interceptés

DES DÉTACHEMENTS de l'Armée nationale populaire ont intercepté vendredi 26 orpailleurs à Tamanrasset et Bordj Badji Mokhtar et saisi du matériel utilisé dans l'extraction illégale de l'or, indique hier un communiqué du ministère de la Défense nationale. «*Des détachements de l'Armée nationale populaire ont intercepté, le 7 décembre 2018 à Tamanrasset et Bordj Badji Mokhtar, 26 orpailleurs et saisi 10 groupes électrogènes, 15 marteaux piqueurs, 4 détecteurs de métaux, ainsi qu'un véhicule tout-terrain*», précise la même source. Dans le cadre de la lutte contre l'immigration clandestine, des détachements combinés de l'ANP «*ont arrêté à Tamanrasset, Ouargla et Laghouat, 46 immigrants clandestins de différentes nationalités*», tandis que des gardes-côtes et des éléments de la Gendarmerie nationale «*ont déjoué à Chlef, Oran et Mostaganem, des tentatives d'émigration clandestine de 72 personnes à bord d'embarcations de construction artisanale*», ajoute le communiqué. **M. L.**